

Hope 360 : le 19 octobre, courez pour sauver un hôpital au Cameroun

Hope 360, vous en avez entendu parler ? C'est l'événement ludique et sportif organisé à Valence par le collectif Asah le 19 octobre. Ce jour-là, vous pourrez courir pour soutenir un projet solidaire. Le Défap y participe et vous propose de soutenir le projet de réhabilitation de l'hôpital de Bafia. Une structure qui, avec peu de moyens, fait beaucoup au service d'une population qui n'a que très difficilement accès aux hôpitaux généraux. Découvrez, en images et en vidéo, l'histoire de cet hôpital et de l'engagement de celui qui le fait aujourd'hui revivre, avec le soutien du Défap : le docteur Célin Nzambé.



L'hôpital de Bafia, géré par l'EPC : une structure hospitalière, mais aussi un témoignage de l'EPC au sein de la société camerounaise © Défap

C'est une histoire de foi et d'engagement. De volonté et de ténacité, aussi ; une histoire de service, de partage, d'aide

aux démunis, et de témoignage au sein de la société. Une histoire à laquelle vous pouvez vous associer, pour lui permettre d'aller plus loin, à partir du mois d'octobre. Le 19, plus précisément, date de l'opération Hope 360, un événement à la fois ludique et sportif organisé à l'initiative du collectif ASAH et dont le Défap est partie prenante, au cours duquel les participants pourront soutenir des projets solidaires en participant à une course à Valence.

Cette histoire commence à partir des années 1870 et se poursuit aujourd'hui ; elle se passe en grande partie au Cameroun, mais aussi en France. À la base, on trouve la mission presbytérienne américaine, première mission implantée dans le pays et à l'origine de l'Église presbytérienne du Cameroun (EPC). Elle avait mis sur pied un réseau d'hôpitaux à la qualité reconnue. Non pas des établissements prestigieux, mais au contraire de petites structures, placées volontairement dans les zones rurales, les moins bien pourvues en structures sanitaires, afin de favoriser l'accès aux soins pour toute la population. Lorsqu'en décembre 1957, l'EPC obtint son indépendance religieuse, peu avant l'indépendance politique du pays, l'événement ne marqua pas dans l'immédiat le départ des missionnaires ; mais l'Église camerounaise récupéra la gestion des divers établissements issus des missions américaines – et notamment ces hôpitaux. Dès lors, ce réseau d'établissements devait connaître une lente spirale descendante, victime à la fois de mauvaise gestion au sein de l'EPC, et de la dégradation générale du système de santé camerounais. À partir des années 80, de nombreux pays africains, dont le Cameroun, ont remplacé le système de gratuité des soins pour les malades, qui prévalait jusqu'alors, par un système basé sur le paiement direct des soins par les patients. Ce qui a eu pour conséquence à la fois de rendre les soins inaccessibles pour une bonne partie de la population, qui ne pouvait s'offrir une assurance ; et de plonger les hôpitaux, désormais financés par les seuls paiements des patients, dans des situations financières

souvent catastrophiques.



Le docteur Célin Nzambé © Défap

Dans de nombreux pays, à partir des années 2000, divers gouvernements sont revenus sur cette réforme néfaste en finançant de nouveau certains soins. Ainsi dans de nombreux États actuellement, les césariennes sont gratuites pour les parturientes. Mais le Cameroun reste à la traîne, avec un système de santé en mauvais état, et des malades qui ne peuvent tout simplement pas être pris en charge dans les hôpitaux généraux, même dans les cas les plus graves. Quant aux hôpitaux gérés par l'EPC, un certain nombre d'entre eux ont tout simplement été abandonnés – à moins que le personnel, las d'attendre des années sans être payé, ne s'installe tout simplement dans les locaux pour en les transformer en habitation.

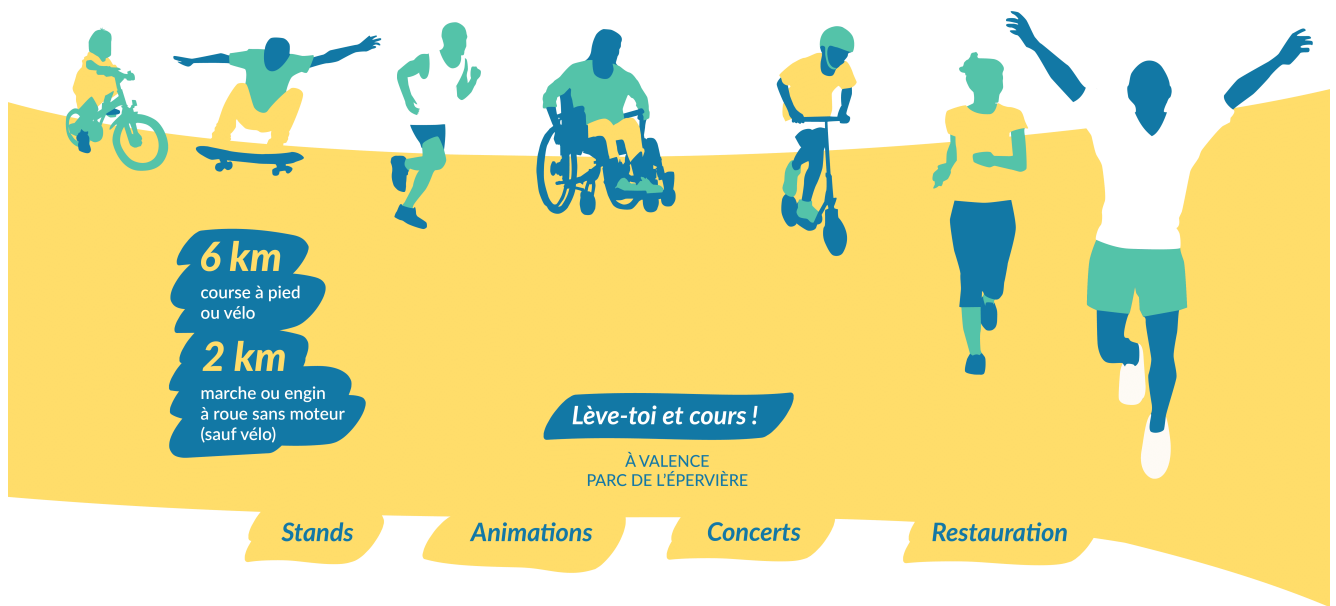
C'est le contexte qu'a découvert, en arrivant dans le pays, le

docteur Célin Nzambé. Originaire de République Démocratique du Congo, envoyé au Cameroun par la Cevaa (Communauté d'Églises en mission, une communauté de 35 Églises présentes sur cinq continents et dont font partie les Églises constitutives du Défap), Célin Nzambé a décidé de rester sur place après la fin de sa mission. Avec un projet un peu fou : rendre à ces hôpitaux délaissés leur vocation première, en leur permettant de nouveau d'accueillir des patients dans les zones précisément les moins bien pourvues en structures hospitalières. Il a commencé son travail en-dehors du réseau de l'EPC, à Nkoteng, avec le soutien du Défap. Il est actuellement à Bafia, à la demande de l'Église presbytérienne du Cameroun. À chaque fois, il faut d'abord convaincre le personnel hospitalier de revenir et de travailler de nouveau à fournir des soins à la population ; relever et équiper l'hôpital ; rétablir la confiance avec les futurs patients... Dans un contexte qui reste toujours aussi défavorable, puisque, pour fonctionner, l'hôpital doit pouvoir compter sur le financement par ces mêmes patients... Vous pouvez voir ci-dessous l'état actuel de l'hôpital de Bafia : une petite structure, mais au rôle désormais reconnu, nécessaire auprès de la population ; et pour l'EPC qui la gère, c'est un renouveau de son témoignage dans la société camerounaise.

Le lien avec la France s'est fait à travers des rencontres personnelles et l'investissement de quelques personnes gagnées par l'enthousiasme de Célin Nzambé. Comme Patricia Champelovier, première infirmière française partie aider au fonctionnement de Bafia, mais aussi paroissienne de l'Église protestante unie de France à Valence, et qui a dès lors plaidé la cause des hôpitaux camerounais dans sa paroisse... Comme le docteur Jean-Pierre Perrot, cardiologue protestant de la région rochelaise qui vient régulièrement prêter main-forte à Célin Nzambé, à l'occasion de missions courtes organisées par le Défap... Aujourd'hui, le projet de Célin Nzambé est ainsi soutenu par plusieurs paroisses de l'EPUdF, au premier rang desquelles figure Valence ; le Défap a une envoyée sur place... Mais malgré toute la bonne volonté du personnel qui lui permet d'exister et de fonctionner au service de la population, l'hôpital de Bafia reste une structure avec peu de moyens, et les besoins sont grands.

C'est là que vous pouvez intervenir. Il ne s'agit pas d'aller jusqu'au Cameroun. Il ne s'agit pas non plus d'aller apporter directement des soins aux malades. Tout simplement de courir à l'occasion d'un événement festif, pour porter le projet du Défap de réhabilitation de l'hôpital de Bafia, et de

participer financièrement, lors de l'opération Hope 360.



Une veillée de prière pour les victimes de la torture

L'Assemblée générale des Nations unies a proclamé la date du 26 juin Journée internationale de soutien aux victimes de la torture, afin d'assurer l'application de la Convention des Nations unies contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants. Il s'agit donc d'une date clé pour le mouvement international de l'ACAT. L'idée de la Nuit des Veilleurs, lancée en 2006, est de créer une chaîne internationale de personnes se recueillant pour les victimes. Partout dans le monde, les chrétiens sont appelés à veiller en soutien à 10 d'entre elles. Lors d'événements organisés près de chez eux, ou seuls en

tout autre lieu, ils accompagnent les actions de plaidoyer et les relaient jusqu'au cœur de Dieu, dans une nuit où la prière se fait cri. Un cri mobilisateur.



Illustration pour la nuit des veilleurs de l'ACAT © Juliette Léveillé

Ils sont vietnamiens, chinois, mexicain, américain, rwandais, camerounais, burundais, saoudien, égyptien... Ils sont ou ont été menacés, battus, torturés, emprisonnés, maintenus en détention. Pour leurs convictions, pour leur engagement politique, pour leur engagement en faveur des droits humains, pour ce qu'ils sont. Pour les faire parler, pour les faire taire. Sans raison. Ils ne sont que dix parmi les milliers de personnes victimes de la torture partout dans le monde. Ils symbolisent toutes ces souffrances muettes, niées, que des pays, des gouvernements voudraient faire disparaître, et auxquelles vos prières et votre action peuvent rendre une existence et une voix.

Depuis 2006, à l'occasion du 26 juin, date choisie par l'Onu comme la Journée internationale de soutien aux victimes de la torture, et à l'appel de l'ACAT (Action des chrétiens pour

l'abolition de la torture, ONG chrétienne de défense des droits de l'homme créée en 1974), des milliers de chrétiens en France et de par le monde s'unissent dans une veillée de prière en soutien aux victimes de torture. Cette année 2019 encore, autour du 26 juin, l'ACAT, en partenariat avec les journaux La Croix et Réforme, appelle les chrétiens à veiller lors d'événements organisés près de chez eux : nuits de prière, veillées de feu, célébrations œcuméniques, concerts, processions et marches aux lanternes. Où que vous soyez, vous pouvez vous aussi créer une veillée!

Quelques-unes des victimes soutenues par l'ACAT



Huang Qi, María Márquez de Favela, Déogratias Mushayidi, Amal Fathy

Depuis 2005, les participants de la Nuit des Veilleurs ont soutenu plus de 150 victimes, par la prière, mais également en envoyant des messages de soutien personnalisés à dix victimes de la torture. Parmi eux cette année,

- [Huang Qi](#) : journaliste et défenseur des droits humains chinois, il est détenu depuis plus de deux ans dans le Sud de la Chine. Son procès s'est tenu en secret le 14 janvier 2019, sans verdict annoncé pour le moment.
- [María Márquez de Favela](#) : est la mère d'Adrián Favela Márquez, victime de disparition forcée depuis le 2 octobre 2012 à Ciudad Juárez. En l'absence d'aide de la part des autorités, María et sa famille ont tenté de

faire avancer l'enquête et de retrouver les disparus par eux-mêmes. Elle a reçu le prix Engel-du Tertre 2018 de la Fondation ACAT pour la dignité humaine.

- [Déogratias Mushayidi](#) : emprisonné depuis 9 ans, il est victime de l'oubli. Cet opposant politique a toujours milité de manière non-violente pour la paix et la démocratie au Rwanda.
- [Amal Fathy](#) : défenseure égyptienne des droits humains, elle subit un harcèlement judiciaire de la part des autorités égyptiennes. Elle a été arrêtée en 2018 pour avoir publié sur Internet une vidéo dans laquelle elle reprochait aux autorités de ne pas lutter contre le harcèlement sexuel.

Les chrétiens rassemblés cette nuit apportent l'espérance dans la foi et réaffirment ainsi la nécessité de s'opposer sans condition à la torture : «La foi chrétienne ne peut en aucun cas composer avec la torture. En cette Nuit des Veilleurs, nous proposons de substituer la prière, la méditation et la communion avec les victimes de la torture à l'instrumentalisation de l'autre, qu'est la torture» explique Bernadette Forhan, présidente de l'ACAT.

Pour accompagner les prières, la Nuit des veilleurs porte chaque année un thème. Celui de cette année est : «Mais délivre-nous du mal». Vous trouverez sur le site le texte d'une méditation sur ce thème. Un espace conçu pour permettre à tous ceux qui le veulent, en un clic, de repérer, rejoindre ou créer une veillée de prière. Vous y trouverez aussi des prières, des textes de réflexion, des actualités...

La nuit des veilleurs : présentation en vidéo :

Courrier de mission : Simon Kabué, l'enseignement contre la pauvreté et la corruption

Invité en ce 22 mai de l'émission Courrier de mission, animée par Valérie Thorin sur Fréquence Protestante, Simon Kabué Mbala, recteur de l'UPRECO, évoque le rôle en République Démocratique du Congo de cette université soutenue par le Défap.



Simon Kabué © DR

**Simon Kabué,
l'enseignement
contre la pauvreté
et la corruption**

*«Courrier de mission» du 22 mai
2019.*

*Émission consacrée au Défap,
animée par Valérie Thorin sur
Fréquence Protestante*

L'UPRECO, l'université protestante de la région de Kananga, en République Démocratique du Congo, n'est pas un établissement d'enseignement supérieur comme un autre. Y étudier, y travailler, est déjà une forme de militantisme, un refus de la fatalité de la misère et de la mauvaise gouvernance. Située dans une région volontairement ignorée par le gouvernement de Kinshasa (le Kananga est connu comme étant la région d'origine de divers leaders de l'opposition), mal desservie, enclavée (on accède au Kananga par avion, plutôt que par la route), l'UPRECO s'est construite autour de la faculté de théologie. Elle compte aujourd'hui cinq filières : théologie, droit,

économie, agronomie et informatique. Avec peu de moyens matériels (tout manque, à commencer par l'électricité pour une partie des bâtiments, ou la connexion internet pour la filière informatique), mais avec aussi beaucoup d'engagement, l'UPRECO s'efforce de concilier valeurs chrétiennes et enseignement supérieur, pour former des cadres capables de changer le pays, avec «la Bible dans notre main droite, et la science dans notre main gauche», comme le revendique Simon Kabué. Par exemple, la faculté de droit a été créée avec l'idée de former des juristes capables de s'opposer à la corruption ; celles d'économie et d'agronomie, pour lutter contre la pauvreté... Et ça marche : la qualité d'enseignement de l'UPRECO est largement reconnue, et nombre de ses anciens étudiants se retrouvent aujourd'hui dans des postes de responsabilité dans leur pays.

Au micro de Valérie Thorin, Simon Kabué Mbala revient sur l'histoire et l'engagement de l'UPRECO, une université soutenue par le Défap, qui continue notamment à financer chaque année des bourses pour des étudiantes.



*Etudiantes de l'UPRECO en compagnie de Jean-Luc Blanc, du
Défap © Défap*

Pour aller plus loin :

- [Le site de Fréquence protestante](#)

Nicaragua : le CIEETS, engagé auprès des plus fragiles

De la révolution sandiniste qui renversa la dictature jusqu'à l'actuelle dérive autoritaire du président Ortega, l'aventure du réseau d'Églises dont est issu le CIEETS s'est forgée à travers les aléas de l'histoire du Nicaragua. Avec dès le début des relations étroites avec les protestants de France, à travers la figure de Georges Casalis, et une constante : être auprès des plus démunis, en faisant de la théologie un instrument de libération spirituelle et sociale.



L'équipe du CIEETS © CIEETS

Au Nicaragua, la crise dure depuis plus d'un an. Plus précisément depuis le 18 avril 2018, date des premières manifestations contre une réforme contestée des retraites. Même si le président Ortega a fait rapidement machine arrière (l'abandon de la réforme avait été annoncé dès le 22 avril), le mouvement n'a fait dès lors que s'étendre et s'aggraver. Héros de la révolution sandiniste qui avait mis fin à la dictature en 1979, Daniel Ortega, toujours à la tête du pays en 2019, s'est vu dès lors confronté à un mouvement massif de rejet et à des accusations de confiscation du pouvoir. Il a répondu par une répression croissante. Après plusieurs mois d'une violence qui a paralysé toute activité dans le pays, avec des villes placées en état de siège, des manifestations réprimées toujours plus durement, des barrages routiers dans tout l'ouest et le centre du pays, et des groupes paramilitaires entretenant la peur, le régime d'Ortega a repris le contrôle du pays. Un contrôle qu'il garde

aujourd'hui farouchement à coups d'arrestations massives et de tortures, de disparitions d'opposants, de recours aux violences policières, tout en s'efforçant d'entretenir une façade de dialogue avec l'opposition pour tenter de désarmer les sanctions internationales. La population du pays, pendant ce temps, vit dans la peur et s'enfonce dans la pauvreté. Des milliers d'habitants fuient dans les pays voisins, qui ne sont pas forcément prêts à les recevoir.

Que peuvent des institutions ecclésiales dans un tel contexte ? D'abord, tenter de maintenir les liens et le dialogue. L'Église catholique s'est ainsi efforcée de faire office de médiateur entre les manifestants et le gouvernement. Mais elle s'est rapidement retrouvée accusée par le pouvoir d'être du côté des manifestants, et en butte aux menaces d'un régime prêt à tout pour se maintenir en place. Aussi, lorsque les participants de la plateforme Alliance civique pour la Justice et la Démocratie réunissant étudiants, paysans, entreprises et société civile ont négocié une «feuille de route» pour tenter de sortir de l'impasse politique, les évêques de la Conférence épiscopale ont décliné l'invitation à participer à la suite des discussions. Mais même lorsque le dialogue semble rompu, les institutions ecclésiales peuvent toujours s'efforcer de limiter les souffrances nées de la crise. Le CIEETS (Centre Inter-Ecclésial d'Études Théologiques et Sociales) s'y emploie, dans un contexte des plus difficiles.



Visite de représentants du CIEETS au Défap en mai 2019 (de gauche à droite : Fabienne Chambry, présidente de l'Entraide luthérienne ; Tania Valesca, de la branche sociale du CIEETS, l'AMAD ; Florence Taubmann, du Défap ; Jaïro Arce Mairena (AMAD) © Défap

Le CIEETS, un lieu à part

Dans le paysage religieux du Nicaragua, où s'invitent de nombreux missionnaires nord-américains et coréens pour «évangéliser» de manière fondamentaliste un peuple dont 40% est protestant et 45% catholique, le CIEETS est un lieu à part, parce qu'il se veut oecuménique et représente une assemblée de 25 Églises ; également parce qu'il parvient à conjuguer les études théologiques et les questions d'environnement et de développement. Ses différents enseignements touchent 1500 personnes réparties sur tout le pays. Il y a ainsi deux branches au CIEETS, l'une spécifiquement consacrée aux études théologiques, l'autre à

l'action sociale. C'est cette deuxième branche, l'AMAD (Area de Medio Ambiente y Desarrollo, Direction de l'environnement et du développement) qui se consacre plus particulièrement aux questions liées à l'environnement et au développement. Des questions particulièrement sensibles au Nicaragua, où se conjuguent les risques sismiques et les aléas climatiques.

A l'origine des relations entre le Défap et le CIEETS, il y a le pasteur Georges Casalis. Issu d'une famille comportant nombre de missionnaires, et notamment Eugène Casalis, qui dirigea la SMEP, c'est une figure majeure de l'engagement protestant de son époque. Signataire des Thèses de Pomeyrol, qui réclament dans les années 40 un engagement clair de l'Église Réformée de France face à l'occupation nazie, engagé auprès de la Cimade, rédacteur de Témoignage Chrétien, il dirigera par la suite la revue Christianisme Social, avant de s'engager au cours des années 70 en Amérique latine. De là datent les liens avec le Nicaragua, où le CIEETS est créé en juillet 1986. Ses fondateurs sont des dirigeants d'Églises évangéliques intéressés par le travail social et le développement. Les études théologiques y sont vues comme le socle d'un nécessaire engagement auprès des plus fragiles et des plus démunis.

Aujourd'hui encore, en dépit des tensions politiques, le CIEETS poursuit sa mission d'accompagnement des plus fragiles, soutenu par un solide réseau d'Églises locales, avec toujours la volonté de concilier foi et développement, enseignement théologique et préoccupations environnementales et sociales. Son travail lancé auprès des communautés rurales s'est étendu en zone urbaine. Les liens avec les protestants de France sont maintenus : le Défap a notamment soutenu sa bibliothèque, des missions d'enseignement sont régulièrement organisées avec Corina Combet-Galland, spécialiste du Nouveau Testament et professeure émérite à la Faculté de théologie protestante de Paris. Le premier projet de développement de cultures en milieu urbain lancé par le CIEETS à Managua a été financé par

l'Entraide luthérienne. Et la mémoire de Georges Casalis continue à être entretenue au Nicaragua, plus de 40 ans après la révolution sandiniste à laquelle il apporta son soutien, et en dépit des dérives autoritaires actuelles de Daniel Ortega. Dans son ouvrage sur Le protestantisme en Amérique latine [1], Jean-Pierre Bastian décrit ainsi les marques d'attachement dont bénéficie toujours le pasteur français ami du peuple nicaraguayen : «au premier étage de la bibliothèque qui porte son nom, au cœur d'une mezzanine-sanctuaire consacrée à sa figure, se trouve une sorte de reliquaire sous forme de petite armoire vitrée à deux étages dont l'objet le plus symbolique sont ses sandales, exaltation de l'humilité prophétique du révolutionnaire engagé au côté du peuple».

Franck Lefebvre-Billiez

Retrouvez ci-dessous une vidéo du CIEETS présentant un des engagements de ce réseau d'Églises contre la violence : «Ensemble contre la violence de genre» :

Et une autre vidéo du CIEETS présentant son engagement face aux changements climatiques :

Nicaragua : nourrir les corps et donner une espérance

Dans un pays qui cumule violence politique et aléas climatiques, le CIEETS s'efforce depuis longtemps de promouvoir des projets prenant en compte aussi bien les besoins physiques que spirituels. Partenaire de longue date du Défap en Amérique latine, il s'occupait jusqu'à présent surtout de développement auprès de communautés rurales, le tout axé sur une solide base chrétienne, vue comme un socle indispensable à son engagement social. Avec le développement, depuis avril 2018, d'une forte contestation du régime de Daniel Ortega, suivie d'une reprise en main brutale par le pouvoir, le CIEETS a aussi développé des programmes pour venir en aide aux populations urbaines les plus fragilisées.



Vue du projet de cultures lancé par le CIEETS à Managua et soutenu par l'Entraide luthérienne. En chemise blanche, Tania Valesca © CIEETS

Le projet concerne une soixantaine de familles du district de Managua, au Nicaragua. Il est caractéristique de ce que veut promouvoir le CIEETS (Centre Inter-Ecclésial d'Études Théologiques et Sociales) : prendre soin des besoins tant physiques que spirituels. Sur le plan matériel, il s'agit de permettre à des familles très pauvres, dans un quartier difficile, de parvenir à l'autosuffisance alimentaire. Pour cela, des cultures ont été développées avec l'aide du CIEETS, en tirant profit d'espaces inutilisés en environnement urbain. L'idée étant non seulement d'aider les familles à se nourrir, à s'approcher de l'autosuffisance alimentaire, mais aussi de vendre les produits de leurs cultures sur les marchés. Parallèlement, ont été développés des ateliers, des groupes de parole, des animations pour les enfants... Il s'agit non seulement de nourrir les corps, mais de guérir toute une communauté. Le tout avec une solide base chrétienne : parmi

les partenaires du projet, on trouve d'ailleurs bon nombre d'Églises locales. Et des partenaires étrangers, parmi lesquels, en France, l'Entraide luthérienne, qui a participé au financement du projet.

En ce 21 mai 2019, Jaïro Arce Mairena et Tania Valesca, qui représentent l'équipe de direction de la branche sociale du CIEETS, l'AMAD (Area de Medio Ambiente y Desarrollo, Direction de l'environnement et du développement), sont à Paris à l'invitation du Ceras (Centre de recherche et d'action sociales) pour participer à un colloque international organisé au siège de l'Unesco sur le thème : «Quel travail pour une transition écologique solidaire ?» Tous deux sont de passage au Défap, qui entretient avec le CIEETS des liens de longue date, et présentent leur projet de culture en milieu urbain en présence de Florence Taubmann (qui est en charge du pôle Animation – France du Service protestant de mission) et de Fabienne Chambry, présidente de l'Entraide luthérienne. Jaïro Arce Mairena insiste tout particulièrement sur les aspects spirituels et psychologiques du projet : «Il ne s'agit pas seulement pour ces familles de se nourrir ; s'occuper de ces cultures permet aussi à chacun d'avoir une meilleure image de soi, d'échapper à la violence. Ce projet a un impact moral et psychologique important : les gens se sentent considérés, aidés et accompagnés. Ils ne sont plus prisonniers entre le désespoir et le désir de se venger.»



Un groupe de parole à Managua. Au centre, Tania Valesca © CIEETS

Relier la théologie à la vie

À travers la présentation de ce projet, ressortent à la fois toute la difficulté de vivre aujourd'hui au Nicaragua, et tout le travail du CIEETS pour, comme le souligne Jaïro Arce Mairena, «encourager les gens et leur donner une espérance.» Cumulant une suite de guerres et d'aléas environnementaux, le Nicaragua est l'un des pays des plus pauvres d'Amérique, juste après Haïti. Près du tiers des 6 millions de Nicaraguayens vivent en-dessous du seuil de pauvreté. D'après l'édition 2016 du Corruption Perception Index de l'ONG Transparency International, le Nicaragua est aussi l'un des pays les plus corrompus en Amérique Latine, classé au 145ème rang sur 176 pays étudiés. Son niveau de corruption ne cesse d'augmenter, notamment dans les services publics, la police et le système

judiciaire. Ce qui était vrai avant même les troubles politiques d'avril 2018, marqués par un rejet du président Daniel Ortega et de pratiques vues comme dictatoriales, ainsi que par des violences qui ont bloqué tout le pays, avant une répression féroce qui n'a épargné aucune catégorie de la population. Avec comme corollaire un appauvrissement accru des plus fragiles, et des difficultés pour se nourrir non seulement dans les campagnes, mais aussi en ville...

Dans ce pays qui reste encore essentiellement rural, dont les trois-quarts des habitants vivent de l'agriculture, les Églises ont depuis longtemps un rôle moteur, en lien avec les municipalités, pour former à la gestion de l'eau et à une agriculture durable. La branche sociale du CIEETS, l'AMAD, avait ainsi lancé des formations sur plusieurs années destinées à des communautés rurales. Ses programmes se développaient jusqu'à récemment sur trois axes : sécurité alimentaire, gestion des risques et changement climatique. Situé sur une zone tectonique active, le Nicaragua compte en outre plus de 40 volcans en activité ; la saison des pluies (qui dure de mai à novembre) est marquée par un fort risque de cyclones. L'ouragan Mitch, en octobre 1998, avait ainsi dévasté près du tiers du territoire. Malgré cela, le Nicaragua n'a pas développé une culture du risque naturel, ce qui le rend particulièrement vulnérable. Le CIEETS, à travers sa branche sociale, s'est depuis longtemps attaqué à ces problèmes en tentant d'éduquer les communautés rurales.

Avec la crise politique, les violences et l'impact tant des manifestations que de la répression sur l'économie, l'AMAD a étendu ce programme aux villes. C'est ainsi qu'est né le projet de Managua. «Il s'agit de notre premier projet en zone urbaine, souligne Jairo Arce Mairena. Concrètement, nous avons utilisé des espaces existants mais non valorisés, des patios, pour y installer des cultures.» Dans ces équivalents de jardins ouvriers réinventés en pleine crise nicaraguayenne, on trouve oranges, mandarines, bananes, mangues, citrons, ananas...

tous les fruits traditionnels de ce climat tropical. Mais aussi des yuccas, utilisés comme plantes ornementales sous nos latitudes, mais dont la racine est aussi comestible : bouillie, elle évoque le manioc. De quoi se réconcilier avec la terre, avec soi-même : Jairo Arce Mairena insiste sur l'effet cathartique produit, en combinaison avec les groupes de parole, sur «des gens vraiment abîmés sur le plan émotionnel par les violences.» De quoi raviver aussi la foi des participants et de relier la théologie à la vie, quand la spiritualité elle-même devient un enjeu de pouvoir et un moyen pour le clan Ortega de tenter de se maintenir en place : Rosario Murillo, l'épouse de Daniel Ortega propulsée au poste de vice-présidente, ne va-t-elle pas jusqu'à mêler références bibliques et ésotérisme dans ses apparitions télévisées défendant le régime ? «Elle prononce de véritables sermons, souligne Jairo Arce Mairena. Il y a une tentative claire d'essayer de rameuter la population par le biais de la foi. L'Église catholique a d'ailleurs pris ses distances.»

Franck Lefebvre-Billiez

Retrouvez ci-dessous une vidéo du CIEETS présentant le projet de Managua, qui a bénéficié du soutien de l'Entraide luthérienne :

Congo : étudier pour changer la société

Dans un pays, la République Démocratique du Congo, qui cumule richesses naturelles et extrême pauvreté de la population, corruption et flambées de violence, l'UPRECO se veut un acteur de changement. Cette université fondée par l'Eglise presbytérienne au Congo, et soutenue par le Défap, forme des pasteurs, des juristes, des agronomes, des économistes, en conjuguant une qualité d'enseignement très reconnue et de solides valeurs chrétiennes. Son recteur Simon Kabue Mbala, qui est aussi pasteur et professeur de Nouveau Testament, de passage en France au cours de ce mois de mai 2019, a été invité par diverses paroisses protestantes. Il y a plaidé pour la poursuite des échanges entre France et

RDC, cruciaux pour cette université aux moyens limités et dont l'avenir se construit à travers une lutte quotidienne.



Simon Kabue Mbala, recteur de l'UPREC0, photographié dans le jardin du Défap © Défap

Que représente aujourd'hui l'UPREC0 en République Démocratique du Congo ?

Simon Kabue Mbala : L'UPREC0 a été fondée par l'Église presbytérienne au Congo. C'est une université qui se trouve au cœur de la province du Kasai – une région de République Démocratique du Congo qui est très pauvre et enclavée, essentiellement pour des raisons politiques : elle est généralement vue comme le bastion de l'opposition au pouvoir central. À l'origine de la création de l'UPREC0, il y a eu

tout d'abord la volonté de l'Église de mieux former ses pasteurs, afin qu'ils soient mieux outillés pour accompagner, mais aussi transformer les humains et la société : la première filière ouverte a été la faculté de théologie. Puis, pour lutter contre l'un des maux majeurs du pays qui est la corruption, l'Église a ouvert une faculté de droit. Ensuite, comme le Congo est un pays très riche, mais dont la population est très pauvre et où beaucoup meurent de faim, a été créée une faculté d'agronomie, à laquelle est venue s'ajouter celle d'économie. Et comme le monde aujourd'hui est globalisé, qu'il faut pouvoir s'y adapter, l'UPRECO s'est dotée d'une faculté d'informatique.

Dans notre université, nous avons la Bible dans notre main droite, et la science dans notre main gauche. Tous nos étudiants doivent être de vrais témoins de Christ. Et la qualité de notre travail et de nos enseignements est appréciée. Notre université est aujourd'hui très reconnue à travers le pays. À titre d'exemple, lors du concours annuel de juristes qui est organisé en RDC, les cinq premières places sont régulièrement occupées par des étudiants de l'UPRECO. Ceux qui sont issus de chez nous occupent souvent des postes de responsabilité.

Mais l'UPRECO ne se finance qu'avec les frais d'inscription des étudiants ; or beaucoup proviennent de familles pauvres, et ne sont pas en mesure de payer. De ce fait, les professeurs eux-mêmes ne peuvent souvent pas être payés. Mais nous faisons des sacrifices, et nous nous donnons beaucoup dans notre travail, parce que c'est l'œuvre du Seigneur. Les paroisses voisines de l'Église presbytérienne au Congo nous soutiennent régulièrement par des contributions ponctuelles, que ce soit en argent, en nourriture ou en vêtements : elles sont conscientes de l'importance d'avoir des pasteurs bien formés pour assurer un bon encadrement spirituel des fidèles, des juristes de qualité, des agronomes, des économistes, des informaticiens, tous capables d'aider à changer le pays et

ayant un bon témoignage chrétien – ce qui implique entre autres qu'ils soient capables de résister à la corruption... Il y a beaucoup de ces paroisses qui soutiennent ainsi l'UPREC0, conscientes de l'importance de cette université, pour qu'elle continue à fonctionner et qu'elle ne ferme pas.

Quelles sont les relations de cette université fondée par l'Église presbytérienne au Congo avec les Églises de France ?

Simon Kabue Mbala : Nous avons des échanges réguliers avec les Églises protestantes de France, via le Défap. Divers invités venus de France sont passés à l'UPREC0, soit pour y enseigner dans notre faculté de théologie, soit pour des projets communs : je pense notamment à la bibliste Christine Prieto, à Olivier Abel, professeur à l'Institut Protestant de Théologie, au pasteur et docteur en théologie Marc-Frédéric Müller ; à l'ancien directeur de l'Institut Al Mowafaqa, Bernard Coyault, au pasteur Antoine Nouis, au pasteur et théologien Philippe Kabongo M'Baya ; mais aussi à Joann Charass et Claire-Lise Lombard, venues soutenir notre bibliothèque à travers la Centrale de Littérature Chrétienne Francophone, ainsi qu'à Jacqueline Gascuel, conservateur des bibliothèques et figure marquante du secteur du livre en France... Tous ces échanges, outre les enseignements qui sont dispensés ou le soutien concret qui nous est apporté, nous encouragent beaucoup, et nous souhaitons qu'ils se poursuivent.



*Un des bâtiments de l'UPRECO équipé de panneaux photovoltaïque
– projet soutenu par le Défap © Défap*

Comment a été perçue votre intervention dans les paroisses de France où vous avez été invité ?

Simon Kabue Mbala : Que ce soit à la paroisse d'Aix-en-Provence, où j'ai été accueilli par le pasteur Gil Daudet et par un public qui devait avoisiner les 500 personnes, ou à la paroisse de l'Annonciation, que j'ai visitée plus récemment, j'ai été frappé par la manière dont ma présentation de l'UPRECO a été reçue par le public. Beaucoup ont manifesté la volonté d'aider. Ce qui les a le plus frappés, je crois, c'est tout ce qui tourne autour du statut de la femme. Autrefois exploitée, elle ne pouvait aller à l'école et devait se cantonner aux travaux domestiques ou des champs ; or dans notre université, nous encourageons l'éducation des jeunes femmes pour qu'elles puissent acquérir des responsabilités.

Cette question du statut de la femme est étroitement liée à celle de la pauvreté, avec l'idée qu'une amélioration du niveau d'étude féminin permettrait d'aider la population à améliorer son sort. Le Défap soutient d'ailleurs le financement de bourses pour un certain nombre de nos étudiantes. Les résultats sont déjà éloquentes : parmi les jeunes filles qui ont étudié à l'UPRECO, certaines travaillent aujourd'hui dans des écoles, des organismes publics, et leur travail y est apprécié. Certaines dirigent même des paroisses.

Quels sont les besoins actuels de votre université ?

Simon Kabue Mbala : Il y a des besoins matériels : équiper la bibliothèque, en matériel informatique comme en ouvrages récents, et former son personnel ; poursuivre l'installation de cellules photovoltaïques pour électrifier les bâtiments (les bâtiments administratifs ont été équipés avec le soutien du Défap) ; soutenir les enseignants qui n'ont pas de salaire... Mais au-delà, il nous faut penser à la relève. Nous avons besoin d'enseignants formés au niveau doctorat, qui puissent revenir enseigner chez nous. Pour l'instant, nous ne pouvons former nos étudiants que jusqu'au niveau master. Pour qu'ils aient un doctorat, la seule solution actuellement serait qu'ils aillent dans une autre université, par exemple à l'UPC, à Kinshasa (autre partenaire du Défap en RDC) ; et pour cela, il leur faudrait des bourses. Dans ce domaine aussi, qui est crucial pour l'avenir de l'UPRECO, les Églises de France peuvent nous aider.

Propos recueillis par Franck Lefebvre-Billiez

Rencontre missionnaire à Paris

Les équipes du Défap, de la Cevaa et de DM – échange et mission, équivalent du Défap pour la Suisse romande, se sont retrouvées début mai à Paris pour évoquer les chantiers sur lesquelles les trois organismes travaillent ensemble, leurs évolutions en cours, leurs stratégies, leurs réflexions. De telles rencontres, qui ont lieu régulièrement, illustrent les relations tissées entre des organismes missionnaires qui peuvent intervenir dans les mêmes pays, travailler avec les mêmes Églises, sur les mêmes chantiers, et qui peuvent être aussi confrontés à des problématiques ou des interrogations comparables.



La galaxie missionnaire, si elle apparaît parfois dans un certain flou vue depuis les paroisses locales, n'est pas composée d'astres éloignés et sans relations les uns avec les autres. Quelles que soient les différences dans les domaines

d'intervention, les lieux d'implantation géographique ou les conceptions théologiques, les divers organismes sont confrontés aux mêmes problématiques, aux mêmes évolutions du monde, aux mêmes questionnements, ce qui les amène à se rapprocher. Il peut s'agir de relations établies de longue date comme de coopérations ponctuelles qui se tissent sur le terrain pour faire avancer un projet ; elles peuvent être très concrètes et d'ordre pratique... Elles peuvent encore se présenter comme des rencontres formelles destinées à se donner des nouvelles.

C'était le cas de la réunion organisée à Paris les 2 et 3 mai 2019, qui réunissait les équipes du Défap, de son équivalent pour la Suisse romande DM – échange et mission, et de la Cevaa. Entre ces trois organismes, les relations sont régulières : créés à la même période (DM – échange et mission n'a précédé que de quelques années le Défap et la Cevaa, nés tous deux de la Société des Missions Évangéliques de Paris en 1971), ils ont en commun beaucoup de relations d'Églises ; ils collaborent notamment au niveau des envoyés (une « session retour commune » a d'ailleurs été organisée il y a quelques mois), des passerelles existent aussi au niveau de la formation théologique et ils ont en commun certains partenaires comme le Secaar (Service Chrétien d'Appui à l'Animation Rurale) ou la CLCF (Centrale de Littérature Chrétienne Francophone)... Et de manière tout aussi régulière, chaque année, des rencontres organisées tantôt par l'un, tantôt par l'autre permettent aux équipes des trois organismes de faire le point sur leurs priorités, leurs réflexions et leurs chantiers du moment.

La «refondation» du Défap et le «nouveau» DM

Parmi ces chantiers, certains sont d'ampleur et touchent à l'identité même des organismes concernés. Depuis un peu plus

d'un an, le Défap a lancé un important travail sur sa refondation, à la suite de l'appel de son président, Joël Dautheville, lors de l'AG 2018 ; cette thématique était encore au menu de l'AG 2019, qui a permis de faire le point sur ce qui a été fait en un an (mise en place d'un comité de pilotage, production de textes, réorganisation de l'équipe, nouveau partage des compétences...) et ce qui se prépare (forum et colloque sur la mission prévus au cours des prochains mois). De son côté, DM – échange et mission a entamé sa mue à l'issue de son «colloque missionnaire» (équivalent d'une Assemblée Générale) de novembre 2018, et il est déjà lancé dans un travail qui mobilise beaucoup d'énergies. Trois thématiques étant privilégiées : éducation, formation théologique et développement rural. Une partie de la réunion a donc tourné autour de ces travaux en cours au Défap et à DM – échange et mission, qui interrogent les modèles de la mission, tout comme ils impactent la place et le rôle des envoyés partant à l'étranger, ou encore les ressources financières. L'équipe de la Cevaa a souligné pour sa part qu'une telle réflexion avait déjà été menée à l'occasion de ses 40 ans et qu'elle avait servi de fil rouge à son Assemblée Générale 2012 ; elle avait alors été menée à base de questionnaires, de rencontres, de travaux en équipes au niveau des Églises, afin de déterminer quelle Communauté voulaient les Églises membres.

La rencontre a également permis de faire le point sur les activités à travers lesquelles coopèrent les trois organismes. En matière de formation théologique, l'un des temps forts de l'année écoulée a été le stage CPLR organisé au Togo, réunissant des pasteurs français et togolais. En ce qui concerne les envoyés, un bilan a été tiré de la «session retour commune» organisée en Suisse, à Longirod, pendant trois jours, du 30 novembre au 2 décembre 2018. Une expérience qui pourrait être renouvelée tous les 3 à 5 ans, et qui a permis par ailleurs d'établir des synergies au niveau des moyens de communication. Et précisément, en matière de communication, le Défap et la Cevaa, qui mutualisent leurs moyens dans ce

domaine, ont convenu d'évaluer le cadre actuel de leur coopération.

Courez pour le Défap

Vous êtes touché.e.s par la situation des personnes démunies et vulnérables ? Mettez-vous en mouvement lors de la première édition de Hope 360, le 19 octobre 2019 à Valence.



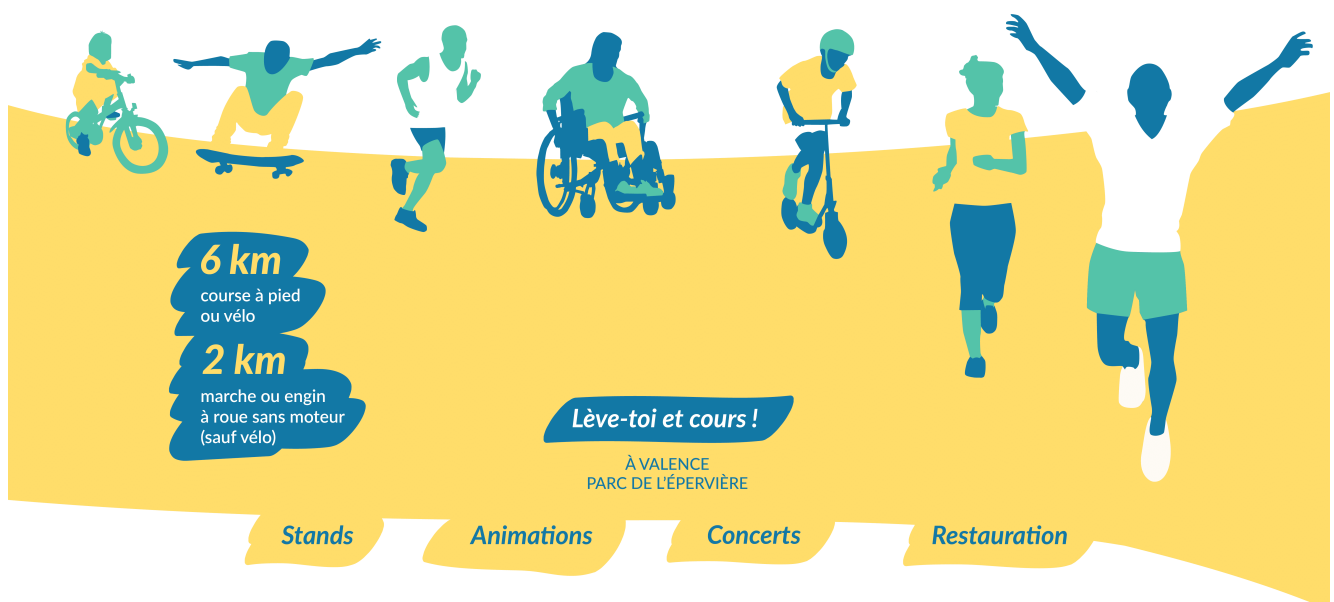
Le Défap, acteur de la solidarité internationale, a choisi de participer à cet événement et appelle à soutenir l'hôpital de Bafia, situé au centre du Cameroun, géré par l'Église protestante du Cameroun (EPC) et dirigé par le Dr Célin Nzambé. Ce projet est également porté par les Églises de la

région de Valence et le Défap a d'ailleurs une envoyée qui travaille sur place. Comment participer ? En vous inscrivant [sur le site de Hope 360](#).

Les participants peuvent effectuer le parcours à pied, en courant ou en marchant, ou avec tout moyen de transport à roues ou roulettes : bicyclette, trottinette etc. Tout le monde est invité à faire un don, en ligne ou sur place, car après le sport il y aura le réconfort : une petite fête où tout le monde pourra se retrouver. On peut donner sans courir, et soutenir un coureur pour un projet !

L'événement, plus ludique qu'athlétique, est conçu pour tout public, sportif ou pas. Enfant, adolescent, adulte, acharné du challenge ou adepte de la promenade tranquille, seul ou en équipe, peut participer sous les couleurs de l'association de son choix. Cinq parcours au bord du Rhône, non chronométrés et non classés, sont proposés, pour que chacun avance à son rythme.

Tünde Lamboley



Programme

▪ **09h00-10h00** – Accueil, animations, échauffements et des

animations pour les enfants (maquillage, jeux...)

- **10h00- 13h00** – Épreuves
 - 10h00 – 1,7 km marche
 - 10h30 – 3,4 km sur engin à roue(s) sans moteur sauf vélo
 - 11h15 – 6,8 km course à pieds
 - 12h00 – 6,8 km sur vélo
- **13h00 – 13h30** – Remise des prix
- **13h30 – 15h00** – Concerts, animations et petite restauration

Un parcours sur un anneau de 100 mètres est réservé aux courses sur roues pour les moins de 10 ans.

Une petite restauration sera disponible tout au long de la journée.

Les tarifs d'inscription ont été conçus pour accueillir un maximum de participants aux deux courses.

- Hopeur seul : 9 €
- Famille jusqu'à 6 Hopeurs : 20 €
- Équipe à partir de 10 Hopeurs : 6 € / hopeur

N'oublions pas les chrétiens d'Orient !

L'audition ce mercredi au Sénat du ministre des Affaires étrangères, Jean-Yves Le Drian, sur la situation des chrétiens d'Orient et des minorités au Moyen-Orient, intervient deux mois après la remise, le

3 janvier à l'Élysée, d'un rapport commandé par Emmanuel Macron sur ce même thème. Un signe de plus d'une volonté de s'engager en faveur des chrétiens d'Orient. Depuis longtemps, des organismes entretiennent des liens entre communautés chrétiennes en France et en Égypte, en Syrie, au Liban... C'est notamment le cas de l'Action Chrétienne en Orient, proche partenaire du Défap.



Photo d'ouverture : cette fillette fait partie d'une famille chrétienne qui a dû fuir la Syrie vers le Liban – octobre 2015
© Albert Huber, président d'ACO

Ce mercredi 6 mars 2019, à partir de 17h30, les sénateurs de la commission des Affaires étrangères, de la Défense et des forces armées entendent Jean-Yves Le Drian, ministre de l'Europe et des Affaires étrangères, sur la situation des chrétiens d'Orient et des minorités au Moyen-Orient, en commun avec le groupe de liaison, de réflexion, de vigilance et de solidarité avec les chrétiens, les minorités au Moyen-Orient et les Kurdes. Un signe de plus d'une volonté politique affichée de venir en aide aux chrétiens d'Orient... Cette audition intervient deux mois après la remise, le 3 janvier à l'Élysée, d'un rapport commandé par Emmanuel Macron.

L'objectif assigné par le chef de l'État était clair : «Renforcer l'action de la France dans la protection du patrimoine du Moyen-Orient et le soutien au réseau éducatif des communautés chrétiennes de la région.» L'auteur de ce rapport, Charles Personnaz, magistrat à la Cour des comptes, indiquait alors au cours d'un entretien sa conviction que si les populations chrétiennes devaient disparaître de ces régions du monde, «le Moyen-Orient se retrouverait sans doute dans des situations de conflit pires qu'aujourd'hui.»

À plusieurs reprises avant cela, le chef de l'État avait déjà insisté sur la vocation protectrice de la France à l'égard des chrétiens d'Orient. À l'Institut du monde arabe, il déclarait ainsi le 25 septembre 2017 : «Je veux dire aux chrétiens d'Orient que la France est à leurs côtés, que notre priorité sera bien la défense de leur histoire.» Et aux Bernardins, le 9 avril 2018 : «Nous avons hérité historiquement du devoir de les protéger.»

«Les chrétiens d'Orient, facteurs de dialogue et de paix»

Pour aller plus loin :

•

- [Le site de l'Action Chrétienne en Orient](#)
- [L'Action Chrétienne en Orient : ne pas oublier les minorités](#)
- [Chrétiens d'Orient : deux mille ans d'histoire](#)

Chaque année, l'ACO publie un magazine, *Le Levant*, dont vous pouvez découvrir les derniers numéros ici :

- [Chrétiens d'Égypte \(2018\)](#)
- [500 ans de Réforme en Orient \(2017\)](#)
- [Les chrétiens dans le chaos de la Syrie \(2016\)](#)
- [Arménie : un siècle après le Génocide \(2015\)](#)
- [Éducation: un enjeu pour les chrétiens d'Orient \(2014\)](#)
- [Migrants d'Orient \(2013\)](#)

Le conflit syrien et, plus encore, l'apparition de Daech ont

poussé beaucoup de Français, chrétiens ou non, à une prise de conscience à partir de l'année 2014 du sort des chrétiens d'Orient. En témoigne le succès de l'exposition *Chrétiens d'Orient : deux mille ans d'histoire* organisée à Paris par l'Institut du monde arabe, avec près de deux cent mille visiteurs. Bien sûr, il existe déjà des liens entre communautés chrétiennes entre l'Europe et le Moyen-Orient : la plus importante étant, côté catholique, l'Œuvre d'Orient, qui était d'ailleurs partenaire de l'exposition à l'Institut du monde arabe. Il existe aussi des relations côté protestant : l'ACO (Action Chrétienne en Orient), partenaire direct du Défap, en est le meilleur exemple.

L'ACO a été créée en 1922 par le pasteur Paul Berron. Témoin direct du génocide arménien au XXème siècle et du calvaire des survivants, il a vécu au Moyen-Orient entre 1915 et 1918. Aujourd'hui, en Égypte, en Syrie, au Liban mais aussi en Europe, l'ACO travaille au développement et au renforcement des communautés chrétiennes, ainsi qu'au défi que représente la cohabitation entre chrétiens et musulmans. L'ACO apporte un soutien financier, parfois en envoyant des personnes, organise des rencontres, fait un travail d'information. L'ACO collabore de manière quasi quotidienne avec le Défap, notamment pour l'envoi des volontaires en Égypte, au Liban... Depuis l'origine, elle a pour directeurs des pasteurs de l'UEPAL, Église membre du Défap qui lui apporte un soutien déterminant. L'EPUDF reconnaît aussi l'action de l'ACO, et la Fédération Protestante la considère comme son «expert» pour le Moyen Orient.

Présents depuis l'origine du christianisme, les chrétiens d'Orient ont été souvent victimes de discriminations et de violences, mais ils représentent encore aujourd'hui des communautés vivantes et dont la présence aide au vivre ensemble. Comme le soulignait le 13 mars 2018, dans une question au gouvernement, Gwendal Rouillard, député LREM du Morbihan et co-président à l'Assemblée du groupe d'études sur

les chrétiens d'Orient, ces derniers «représentent hier comme aujourd'hui un facteur de dialogue et de paix. Par exemple, je rappelle qu'au Liban, il existe des villages chrétiens/sunnites et chrétiens/chiites mais qu'il n'existe aucun village sunnites/chiites. Pour nous, les chrétiens doivent continuer à jouer ce rôle de médiateur au nom de la diversité culturelle.» Or au début du XXème siècle, au Moyen-Orient, un habitant sur quatre était chrétien ; ils ne sont plus désormais que 11 millions parmi 320 millions de musulmans (soit un sur 30), partout minoritaires et contraints de chercher la protection des pouvoirs en place pour continuer à exister.

Nouvelles d'Haïti en pleine «Operation Lockdown»

Le pays est paralysé depuis le 7 février par une série de manifestations et de barrages : un mouvement, baptisé «Operation Lockdown Haïti», qui vise à contraindre le président Jovenel Moïse à la démission. En ce 20 février, la tension commence à peine à décroître et les habitants à ressortir de chez eux. Conséquences directes de cette crise : un blocage de toute l'activité économique et une aggravation des pénuries, qui n'épargnent ni les hôpitaux, ni les écoles. Le Défap, en lien notamment avec ses partenaires de la Plateforme Haïti, suit de près l'évolution de la situation.



Une rue de Port-au-Prince, septembre 2015 @ Défap

À Port-au-Prince, en ce 20 février, beaucoup d'habitants vivent encore cloîtrés à leur domicile. Se déplacer est difficile : les grands axes sont bloqués par des barrages. Depuis le 7 février, et le lancement de «l'Operation Lockdown Haiti» par des manifestants qui réclament la démission du président Jovenel Moïse, tout le pays tourne au ralenti. Même si les manifestations violentes des derniers jours marquent une accalmie dans la capitale haïtienne, les problèmes récurrents d'approvisionnement rendent le quotidien de plus en plus pesant. Des pénuries de carburant, d'eau, d'électricité... auxquelles s'ajoutent l'inflation qui fait grimper en flèche le prix des denrées de base : il y a quelques mois, un dollar américain équivalait à environ 71 gourdes (la monnaie haïtienne). Maintenant, c'est plutôt 85. Conséquence directe : un paquet de riz qui valait 35 gourdes se vend désormais à 60. Beaucoup d'Haïtiens ne peuvent tout simplement plus se

nourrir.

Dans un rapport en date du 17 février, le Bureau des Nations Unies pour la Coordination des Affaires Humanitaires (OCHA) dresse le bilan suivant : «Les blocages des routes, les manifestations et les dommages à certaines infrastructures, mairies, stations services, banques et marchés (le marché de la Croix-des-Bossales à Port-au-Prince a brûlé) ont entraîné l'arrêt partiel ou total des activités économiques (...) et impactent sérieusement le fonctionnement des services publics comme les hôpitaux, les maisons d'enfants, les prisons (...) Les écoles du pays ont été totalement fermées depuis le début de la crise (...) Plusieurs hôpitaux ont alerté l'opinion publique sur leurs difficultés d'approvisionnement (...) et certaines prisons font face à des ruptures de stocks de nourriture ou d'eau, de même que des maisons d'enfants.»

Appels à l'apaisement

Pour aller plus loin :

- [*L'actualité du Défap en Haïti*](#)
- [*Haïti : les raisons de la crise*](#)
- [*PLATEFORME HAITI : Présentation sur le site de la Fédération protestante de France*](#)

Le Défap, en lien notamment avec ses partenaires de la Plateforme Haïti, suit de près l'évolution de la situation. La Mission Biblique souligne ainsi l'étendue des troubles qui, au-delà de la capitale Port-au-Prince, paralysent les principales villes du pays : «Dans le Nord à Port-de-Paix [région déjà touchée par un séisme le 6 octobre], et Béraca (La Pointe des Palmistes) il n'y a plus de connexion internet depuis plus d'une semaine, les liaisons téléphoniques sont aussi difficiles et le manque de carburant pénalise fortement l'alimentation électrique avec les groupes électrogènes pour l'hôpital Béraca.»

Parmi les partenaires du Défap membres de la Plateforme Haïti, la FEPH (la Fédération des Écoles Protestantes d'Haïti) alerte tout particulièrement sur l'impact de ces troubles sur la scolarité des enfants. «Tous ces évènements, indépendants de la volonté de nos enfants», souligne la FEPH dans un communiqué, «entraînent de graves conséquences dans leur éducation et leur adaptation sociale. Alors que, l'éducation en situation d'urgence, de crise ou de post-crise, est envisagée à la fois comme un « outil de protection des enfants contre toute forme d'exploitations » et un dispositif essentiel pour « répondre aux besoins psycho-sociaux des enfants et véhiculer des messages de paix et de réconciliation », la FEPH lance un vibrant appel aux protagonistes afin de permettre aux enfants de reprendre effectivement le chemin de l'école dans les plus brefs délais.» Elle appelle à «créer un environnement respectueux des droits de l'enfant.»

En ce 20 février, la FEPH a toutefois pu reprendre ses activités et son personnel est en poste. France Volontaires souligne pour sa part que «de plus en plus de voix se font entendre au niveau de la société civile haïtienne pour appeler à l'apaisement», en notant «depuis lundi 18 février, une relative accalmie au niveau des manifestations ainsi qu'une reprise timide des activités sur Port-au-Prince.»

Le Défap et la Plateforme Haïti

Des liens privilégiés existent de longue date entre la Fédération protestante de France (FPF) et la Fédération protestante d'Haïti (FPH). Le passage de quatre tempêtes dévastatrices sur le territoire haïtien en 2008 (Fay, Gustav, Hanna et Ike) s'était traduit par la création de la Plateforme Haïti, regroupant divers acteurs du monde protestant sous l'égide de la FPF. En 2010, au moment du tremblement de terre qui devait faire plus de 230.000 morts, les réseaux protestants étaient donc bien en place, et la solidarité avait trouvé rapidement des canaux pour s'exprimer. Le président actuel de la Plateforme Haïti est le pasteur Rodrigue Valentin, de l'Église du Nazaréen, et sa coordination administrative est assurée par le Défap. La Plateforme rassemble les acteurs suivants :

- la [Mission Biblique](#)
- le [Service protestant de mission – Défap](#)
 - la [fondation La Cause](#)
- le [SEL \(Service d'Entraide et de Liaison\)](#)
 - [ADRA-France](#)
 - l'[Église du Nazaréen](#)
 - [Réforme](#)

Haïti : les raisons de la crise

Mouvement de protestation contre la corruption, mais aussi inflation, pénuries d'essence, d'électricité, et

difficultés pour s'approvisionner en denrées de base : telles sont les conditions dans lesquelles se développe la crise actuelle que connaît Haïti.



Pays le plus pauvre de l'hémisphère occidental et parmi les plus exposés aux aléas climatiques, Haïti connaît depuis longtemps des difficultés pour nourrir ses habitants. Selon la Banque mondiale, 59% de la population haïtienne vit sous le seuil de pauvreté (avec moins de 2,41 dollars par jour) et près d'un Haïtien sur quatre connaît l'extrême pauvreté (moins de 1,23 dollar par jour). Seulement un quart de la population a accès à l'électricité. Le taux de chômage officiel du pays – 30% – est fortement en-deçà de la réalité. En décembre 2018, le Programme alimentaire mondial des Nations Unies estimait «qu'entre mars et juin 2019, 2,6 millions de personnes seraient en situation de grande insécurité alimentaire, dont 571 000 en urgence alimentaire». Une situation incertaine qu'aggrave encore la crise politique et économique en cours. Le pays connaît en effet une vague de protestation contre le gouvernement, accusé de corruption.

Tout est parti d'un rapport publié en 2017 par le Sénat haïtien, qui accusait des dizaines de responsables gouvernementaux et de chefs d'entreprises privées de détournements durant de nombreuses années, pour un total de 2 milliards de dollars, au détriment de Petrocaribe – un

programme d'aide auquel participent plusieurs pays des Caraïbes dont Haïti, et qui leur permet de s'approvisionner en pétrole venu du Venezuela et vendu à prix réduit. Les fonds disparus auraient dû aller au développement des infrastructures et à la santé, à l'éducation et aux programmes sociaux.

De la hausse du carburant aux manifestations contre la corruption

Pour aller plus loin :

- [L'actualité du Défap en Haïti](#)
- [PLATEFORME HAITI : Présentation sur le site de la Fédération protestante de France](#)

Les manifestations lancées en protestation contre une hausse de 40% du prix du carburant en juillet 2018 ont marqué le début des troubles actuels. Puis, le 14 août, le cinéaste et écrivain haïtien Gilbert Mirambeau Jr. a publié une photo de lui-même sur les réseaux sociaux, brandissant une pancarte demandant où étaient allés les fonds PetroCaribe, hashtag #PetroCaribeChallenge. Le tweet est rapidement devenu viral, inspirant à la fois la jeunesse haïtienne et la diaspora haïtienne. Des bannières noires ont commencé à être érigées au-dessus des rues de la capitale, Port-au-Prince, demandant «Kot Kòb Petwo Karibe a?» («Où est l'argent PetroCaribe?»)

Le mouvement de protestation a débuté pacifiquement, attirant un nombre croissant de manifestants qui appelaient le gouvernement à une gestion plus responsable, puis poussant des personnalités politiques d'opposition à s'y impliquer à leur tour. Les premiers affrontements ont eu lieu en octobre et novembre. La colère suscitée par la corruption, mais aussi par une inflation dépassant les 15%, des pénuries d'essence et l'échec des promesses gouvernementales d'introduire de l'électricité 24h/24 et de stimuler la production agricole, a

atteint un paroxysme le 7 février. L'opposition a alors lancé une série de manifestations baptisées «Opération Lockdown Haiti». Certains manifestants ont incendié des voitures et pillé alors que la situation en matière de sécurité se détériorait. Au moins neuf personnes ont été tuées et des dizaines d'autres blessées au cours de manifestations qui ont duré dix jours et qui ont vu 78 détenus s'échapper d'une prison à Aquin, une ville du sud d'Haïti. Les violences et nombreuses barricades bloquant les axes majeurs de circulation ont paralysé l'activité économique ces dix derniers jours dans la capitale.

Le président Jovenel Moïse n'a pris la parole devant la nation que le jeudi 14 février, une semaine après le début des manifestations. Au cours d'une allocution télévisée, il a appelé le pays à le soutenir, affirmant qu'il ne démissionnerait pas sous la pression de gangs armés. Les manifestations se sont poursuivies après son discours, mais les rues sont plus calmes depuis dimanche, même si la situation reste très incertaine.

Centrafrique : lutter contre l'exclusion des Pygmées

Premiers habitants de la Centrafrique, et bénéficiant de la protection officielle de la Constitution de 2016 au titre de «peuple autochtone», les Pygmées qui se risquent hors de la forêt sont en butte aux discriminations, à l'exploitation et à la violence. Or la déforestation réduit leur habitat, poussant certains

à se sédentariser malgré les vexations dont ils sont victimes. Des Églises ont lancé des programmes à destination des Pygmées : c'est le cas de l'Église Évangélique Luthérienne de République Centrafricaine.



Une femme pygmée à Mbanza, près d'une case traditionnelle © Valérie Thorin pour Défap

On connaît d'eux leurs chants polyphoniques, étudiés par des musicologues comme Simha Arom. Ils ont fasciné des spécialistes, comme ceux du Conservatoire national supérieur de musique et de danse de Paris, et des passionnés de jazz : n'ont-ils pas inspiré la si caractéristique ouverture de [*Watermelon Man*](#), sifflée sur des bouteilles de bière, dans l'album *Head Hunters* d'Herbie Hancock ? Leurs traditions orales ont été intégrées au [patrimoine culturel immatériel de l'humanité de l'UNESCO](#). Ils ont été désignés «meilleurs pères du monde» par [un article du Guardian](#). Les Pygmées sont une légende : le peuple premier par excellence, vivant au cœur de la forêt d'Afrique centrale, sans

contact avec le monde.

Mais que reste-t-il en réalité de cette image pétrie d'une implicite mythologie rousseauiste ? Si l'on connaît l'existence des Pygmées Aka, on ignore en général l'évolution que subit insensiblement leur mode de vie. Car l'équilibre a depuis longtemps été rompu. Les Pygmées ne sont pas sans contacts avec les autres ethnies, loin de là. Que ce soit en République Démocratique du Congo ou en République Centrafricaine, où l'on trouve l'essentiel du peuple Aka, l'exploitation à outrance des bois exotiques fait reculer la forêt. Dans les zones non déboisées, des pistes viennent trouer la jungle. Ce qui restreint l'habitat des animaux, dont les populations se réduisent, et limite de plus en plus l'espace où se font les déplacements saisonniers des Pygmées : de chasseurs-cueilleurs et nomades, ils sont de plus en plus souvent contraints à passer à un mode de vie sédentarisé. Ils sortent de la forêt. Ils installent leurs cases de feuillages en forme de dômes, adaptées à la vie sous la canopée, aux alentours des villages des «hommes grands».

Une protection légale qui reste lettre morte

Pour aller plus loin :

- [Retrouvez l'article sur la visite aux Pygmées de Mbanza dans la Lettre du Défap n°19, février 2019](#)
- [RCA : fiche pays et actualités du Défap](#)
- [Présentation de la thèse de Bijoux Makuta : «La mission évangélisatrice auprès des Pygmées. Expérience mystique et défis missiologiques en République Démocratique du Congo»](#)
- [Centrafrique : «À Bouar, des déplacés musulmans reviennent»](#)
 - [Centrafrique : guérir du traumatisme](#)
 - [Centrafrique : «La crise a développé le dialogue interreligieux»](#)
 - [Centrafrique : l'EELRCA, un espace de réconciliation au cœur du conflit \(rapport de 2014\)](#)
- [Poursuivre l'accompagnement de l'Église à Bangui](#)

Là, [ils découvrent l'exclusion](#), les moqueries, se font exploiter par les ethnies voisines qui les considèrent comme des sous-hommes. Les vols, les meurtres, les viols sont monnaie courante, dans la plus totale impunité, parfois encouragés par des rumeurs : avoir des relations sexuelles avec une jeune fille pygmée guérirait du sida, dit-on... Lorsqu'ils vont à l'école, les enfants sont battus et mis à l'écart. «Quand ils sortent de la forêt, raconte Valérie Thorin, responsable du suivi de la République Centrafricaine au

Défap, les Pygmées ont déjà entendu parler des avantages de la modernité : faire partie d'une communauté plus importante, avoir accès à l'éducation, aux soins de santé...» Mais les vexations et la violence qui les accueillent en poussent beaucoup à se réfugier dans l'alcool ; et d'autres à retourner dans la forêt, comme en témoigne Bijoux Makuta, boursière du Défap, dans sa [thèse consacrée aux Pygmées de RDC](#), dont l'un racontait : «Nous ne pouvons pas vivre avec des gens qui ne nous aiment pas et qui se moquent de nous». Et l'instabilité récurrente de la République Centrafricaine depuis la guerre civile de 2013 a fragilisé encore plus la situation du peuple Aka. Dans un pays où l'autorité de l'État s'étend à peine au-delà de la grande banlieue de Bangui, où plus de 80% du territoire est contrôlé par des bandes armées qui rançonnent ou monnayent leur «protection», le sort des Pygmées n'émeut guère. La RCA a pris des engagements internationaux ; officiellement, la Constitution de 2016 garantit la protection des «peuples autochtones»... En réalité, ils ne bénéficient d'aucune représentation dans les instances officielles, d'aucune protection juridique, et ces textes restent sans effet.

Si les Pygmées Aka vivent encore en grande majorité dans cette forêt qui recule, que faire pour ceux qui se sédentarisent ? En premier lieu, lutter contre l'exclusion dont ils sont victimes. C'est l'un des projets de l'EELRCA (l'Église Évangélique Luthérienne de République Centrafricaine) et notamment de son président, Samuel Ndanga Toue, qui se préoccupe depuis longtemps du sort des Pygmées. Ou plutôt des «citoyens», comme on les désigne en langage

administratif, plus par souci d'affirmer symboliquement leur égalité avec les autres habitants du pays que par réelle volonté de mettre fin aux discriminations.

«Il n'y a plus assez de nourriture en forêt»

«J'ai rencontré récemment les Pygmées de Mbanza : un village qui se trouve au sud de Berbérati, dans la zone diamantifère, au Sud-Ouest de la RCA», témoigne Valérie Thorin. «J'ai vu là une communauté de quelques centaines d'individus. Ils ont commencé à construire des cabanes en bois aux toits à deux pans, plus solides, plus adaptées à la vie hors de la forêt.» Installés là depuis des années, ils ont adapté peu à peu leur mode de vie à ce nouvel environnement : vêtements «à l'occidentale», apprentissage de la langue des G'Baya, l'ethnie principale de cette région. «Nous voulons rester, témoigne le chef du village. Il n'y a plus assez de nourriture en forêt.»

L'Eglise Évangélique Luthérienne, qui a édifié là un temple, envisage à terme de construire aussi une école, pour que les enfants puissent être scolarisés sans être en butte au rejet et à la violence. L'EELRCA regroupe 120.000 membres à travers 544 «congrégations» (paroisses) ; elle compte 74 pasteurs et 540 «catéchistes diplômés» ; elle est présente surtout dans la partie Ouest du pays. Elle est en lien plutôt avec des partenaires américains (ELCA) mais a entretenu aussi pendant de longues années des relations avec les protestants de France via la Colureum (Commission

luthérienne des relations avec les Églises d'outre-mer), aujourd'hui intégrée au Défap. Avec l'Église Évangélique du Congo et l'Église Protestante Africaine, elle fait partie des trois Églises de cette région ayant des liens avec le Défap à avoir lancé un programme spécifique à destination des Pygmées.

Franck Lefebvre-Billiez



Pygmées devant le temple de l'EELRCA à Mbanza © Valérie Thorin pour Défap